***COMMUNIQUÉ DE PRESSE***

**Pour diffusion immédiate**

**A l'approche de la Journée de l'enfant africain,** **l'UNICEF encourage les gouvernements africains à investir davantage pour assurer une éducation de qualité aux enfants du continent.**

*Moins d'un pays africain sur cinq atteint le niveau de référence en matière de financement de l'éducation.*

AMMAN / DAKAR / JOHANNESBURG / NAIROBI, 13 juin 2024 - A l'approche de la Journée de l'enfant africain, ce dimanche, dont le thème cette année est « L'éducation pour tous les enfants en Afrique : l’heure est venue », l'UNICEF publie de nouvelles analyses sur le financement de l'éducation qui montrent que en dépit des améliorations notées, la plupart des pays africains doivent accélérer les efforts pour atteindre leur engagement d'allouer au moins 15 à 20 % de leur dépenses publiques à l'éducation, comme le recommande le cadre d'action pour les Objectifs de développement durable pour l'éducation.

Neuf de 49 pays africains – moins d’un sur 5 – ont consacré 20 % ou plus de leurs dépenses publiques à l'éducation, tandis que 24 pays se sont engagés à consacrer au moins 15 % de leur budget national à l'éducation et que six pays ont consacré moins de 10 % de leur budget national à l'éducation.

L'éducation est essentielle pour développer le capital humain nécessaire à la prospérité du continent. Le financement de l'éducation est un problème majeur sur le continent africain, laissant des millions d'enfants dans l'incapacité d'acquérir les compétences fondamentales nécessaires à leur prospérité future et à celle de leur pays. Malgré les progrès considérables réalisés par les gouvernements africains pour augmenter le taux de scolarisation dans le primaire et le premier cycle du secondaire au cours de la dernière décennie, les écoles sont sous-financées, les classes sont surchargées et les enseignants sont en nombre insuffisant – beaucoup d'entre eux n'ayant pas la formation et les compétences adéquates.

La faiblesse des résultats de l'apprentissage reste très préoccupante : en Afrique, quatre enfants sur cinq âgés de 10 ans sont incapables de lire et de comprendre une histoire simple. Alors que l'Union africaine célèbre l'année 2024 comme l'Année de l'éducation, il est prouvé que :

* environ 183 milliards de dollars américains sont nécessaires chaque année pour l'éducation des enfants dans les pays africains afin d'atteindre les objectifs de développement durable en matière d'éducation, alors que les ressources disponibles s'élèvent à 106 milliards de dollars, ce qui laisse un déficit de financement de plus de 40 % ;
* les gouvernements africains consacrent environ 2 % de leur budget d'éducation à l'enseignement préscolaire, tandis que 20 % sont consacrés à l'enseignement supérieur en moyenne. 13 des 40 gouvernements ayant les données disponibles n'ont investi aucune ressource dans l'enseignement préscolaire, tandis que l'enseignement supérieur continue d'être sur-priorisé ;
* en 2022, les dépenses d'éducation seront en moyenne inférieures aux niveaux d'avant la pandémie de COVID-19 et égales aux niveaux d'il y a dix ans. Le COVID-19 a entraîné une baisse significative des dépenses d'éducation sur l'ensemble du continent, les dépenses d'éducation réelles par habitant en 2022 étant égales aux niveaux observés en 2012/13.

Le besoin d'investissement ne fera qu'augmenter afin de répondre aux exigences d'une population en âge d'être scolarisée qui croît rapidement, puisqu'on estime que le continent comptera 1 milliard d'enfants d'ici 2050. Sans une attention urgente, l'énorme manque de financement pour l'éducation sera catastrophique pour une génération d'étudiants et pour la croissance économique et la stabilité futures de la région.

Quant au Togo, avec une part du budget de l’Etat s’élevant à 11,7% au bénéfice de l’éducation primaire et secondaire, le pays a, entre 2020 et 2024, augmenté de 52% le montant alloué à ce secteur[[1]](#footnote-2). Une progression qui traduit l’engagement continu du Gouvernement à atteindre les Objectifs de Développement Durable d’ici à 2030 dans le domaine de l’éducation.

Ceci a permis au pays de progresser en termes d’accès, enregistrant en 2023 un taux net de scolarisation de l’enseignement primaire de 93.17%, [[2]](#footnote-3)accompagnés d’une quasi-parité filles-garçons, malgré les opportunités qui demeurent. Au nombre de ces dernières, il y a l’objectif de la qualité de l’éducation identifiée comme priorité nationale à la fois dans la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 et dans le pacte de partenariat développé conjointement avec les partenaires du secteur en 2024.

« Les enfants ont droit à une éducation de qualité, mais les systèmes éducatifs ne répondent pas aux attentes d'un trop grand nombre d'entre eux. Pour éviter une catastrophe en matière de développement en Afrique, nous devons de toute urgence assister à une révolution continentale où les engagements se traduisent par des actions concrètes afin que les enfants puissent acquérir les compétences de base indispensables pour passer à des formes d'éducation plus poussées et réaliser tout leur potentiel », déclare Etleva Kadilli, Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et Australe.

L'une des solutions les plus efficaces et les plus rentables consiste à accroître les investissements publics dans la petite enfance, car les études confirment que les investissements dans le préscolaire sont parmi les plus percutants que les gouvernements puissent soutenir. Pourtant, l'éducation de la petite enfance continue de bénéficier de la part la plus faible du budget. Les enfants âgés de 3 à 6 ans peuvent sembler n'être qu'au début de leur vie, mais à ce moment-là, plus de 85 % du développement de leur cerveau est déjà presque en place. D'où l'importance d'investir tôt pour leur donner une chance de prendre le meilleur départ dans la vie.

« Plus de 100 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire ne sont pas scolarisés en Afrique. Chaque enfant devrait bénéficier du soutien dont il ou elle a besoin - en matière d'apprentissage, d'acquisition de compétences pertinentes et d'accès au travail et à d'autres opportunités - pour réaliser pleinement son potentiel et contribuer à la construction d'un continent inclusif, productif et pacifique. Pour réaliser de tels progrès, il faut investir dans le capital humain et promouvoir des possibilités d'apprentissage accessibles, inclusives, abordables et pertinentes pour tous les enfants et jeunes africains », ajoute Gilles Fagninou, Directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

« Dans toute l'Afrique, les enfants, les jeunes et leurs communautés scolaires sont touchés par des situations d'urgence, qu'elles soient naturelles ou d’origine humaine. Il est important que les dirigeants, les décideurs et les communautés elles-mêmes se concentrent sur la construction de systèmes éducatifs résilients et inclusifs à tous les niveaux qui peuvent soutenir efficacement la continuité de l'apprentissage, même dans les situations d'urgence et en particulier pour les apprenants les plus vulnérables. Le continent et ses enfants ne peuvent pas se permettre une nouvelle perte d'apprentissage », note Adele Khodr, Directrice régionale de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Demain, vendredi 14 juin, la Commission de l'Union africaine organise un événement sur l'éducation pour commémorer la Journée de l'enfant africain 2024. Au cours de cet événement, l'UNICEF lancera un appel aux États membres de l'Union africaine pour qu'ils accordent la priorité à l'apprentissage préscolaire et fondamental pour chaque enfant et qu'ils mettent rapidement en œuvre les actions clés suivantes :

* **S'engager à nouveau à faire de l'éducation une priorité budgétaire** et atteindre le seuil recommandé de 20 % de dépenses annuelles pour l'éducation d'ici 2025.
* **Accroître l'attention budgétaire accordée à l'apprentissage précoce** et s'engager à allouer au moins 10 % des budgets de l'éducation à l'enseignement préscolaire.
* **Tirer parti des ressources internationales publiques et privées**,y compris les prêts à des conditions préférentielles et les subventions des institutions financières internationales, les mécanismes de financement novateurs et les partenariats public-privé. La conversion et l'utilisation des Droits de tirage spéciaux et la négociation d'un allègement de la dette bénéficiant directement à l'éducation ou d'autres voies de restructuration de la dette pourraient libérer d'importantes ressources pour l'éducation.
* **Renforcer la transparence et la responsabilité** dans la planification, la budgétisation et à la gestion du système éducatif.
* **Améliorer l'efficacité des dotations budgétaires,** notamment en remédiant aux inefficacités tout au long de la chaîne de dépenses dans le domaine de l'éducation.
* **Investir davantage dans les enseignants/tes** et élaborer des plans clairs pour financer leur recrutement, rétention et développement professionnel.
* **Améliorer l'équité des dépenses d'éducation et de la prestation de services** et veiller à ce qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte dans l'accès à un apprentissage de qualité.

**FIN.**

####

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**
Louis Vigneault-Dubois, UNICEF, Johannesburg, +27-79-495-5938 lvigneault@unicef.orgVumani Mkhize, UNICEF, Johannesburg, +27-79-495-5935, vmkhize@unicef.org

Essi Soulé-Durchbach, UNICEF, Lomé ; 00228 99 13 23 11 ; efsoule@unicef.org

**À propos de l'UNICEF :**

L'UNICEF travaille dans certains des endroits les plus difficiles du monde, pour atteindre les enfants les plus défavorisés de la planète. Dans plus de 190 pays et territoires, nous travaillons pour chaque enfant, partout, afin de construire un monde meilleur pour tous.

Pour plus d'informations sur l'UNICEF et son action en faveur des enfants, consultez le site suivant : [www.unicef.org](http://www.unicef.org)

Suivez l'UNICEF sur [Twitter](https://twitter.com/unicefmedia), [Facebook](https://www.facebook.com/unicef/), [Instagram](https://www.instagram.com/unicef/) and [YouTube](https://www.youtube.com/unicef)

**À propos de la Journée de l'enfant africain :**

La Journée de l'enfant africain est une commémoration du soulèvement de Soweto en 1976, lorsque des étudiants ont protesté contre l'injustice et l'inégalité en matière d'éducation dans le cadre du régime d'apartheid. Initiée par l'Organisation de l'unité africaine (aujourd'hui Union africaine), elle est célébrée le 16 juin de chaque année depuis 1991.

Le thème de la Journée de l'enfant africain en 2024 est « L'éducation pour tous les enfants en Afrique : l’heure est venue », s'alignant sur l'Année de l'éducation de l'Union africaine qui se concentre sur la construction de systèmes éducatifs résilients pour assurer un accès accru à un apprentissage inclusif, tout au long de la vie, de qualité et pertinent en Afrique.

1. Loi de finances rectificatives 2020 - 2023 et loi de finances initiales 2024 [↑](#footnote-ref-2)
2. Annuaire statistique 2023 du Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et Technique du Togo [↑](#footnote-ref-3)